

## **DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil huit, le deux juin, à vingt-et-une heures, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

### **Etaient présents :**

Mesdames et Messieurs Michelle COURNARIE, Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Estelle PATOZ, Michèle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Dominique MACE, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Frédéric DUPUIS, Olivier PIQUEUX, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUERY.

Monsieur Yves BANDEVILLE est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

### **CRÉATION D'UN POSTE DE BRIGADIER**

Madame le Maire expose au Conseil municipal que, compte tenu de l'ancienneté dans son poste, Monsieur Pierre RENARD, ancien Maire, avait décidé de l'avancement de grade de Mme Valérie GAUTREAU actuellement gardien de police municipale, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2008.

La commission administrative paritaire réunie le 22 avril 2008 a donné un avis favorable.

Madame le Maire demande au Conseil municipal de créer un poste de brigadier et de supprimer le poste de gardien.

M. Yves BANDEVILLE explique au Conseil municipal que Mme GAUTREAU effectue plutôt un travail d'exécution, elle ne prend aucune initiative. Il propose de la rencontrer et de surseoir à la création de ce poste.

Mme Raymonde VÉQUAUD explique que la commission du personnel l'avait déjà mise en garde sur l'accomplissement de ses tâches.

M. Philippe MÉREAU considère que la majeure partie du travail de Mme GAUTREAU devrait se faire sur la voie publique et que celle-ci est trop souvent dans son bureau.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de ne pas créer le poste de brigadier.

### **PRÊT D'UN LOCAL A L'ASSOCIATION REFLEXE-PARTAGE**

Madame le Maire expose au Conseil municipal qu'elle a rencontré mesdames Marie-Claire MODDE et Céline DELAMOTTE représentant l'association humanitaire Réflexe-Partage dont la particularité est d'instaurer une attitude de partage durable en donnant, sans urgence, nos objets en trop et en bon état à ceux qui n'ont pas assez. Cette association a besoin d'un local pour stocker les dons reçus.

Madame le Maire propose la mise à disposition d'une salle dans les anciens abattoirs 24, rue Basse.

L'association réceptionne les dons un jeudi par mois, de 19 à 22 h. Madame le Maire propose de mettre également à leur disposition à cette occasion soit la salle des fêtes, soit la salle du rez-de-chaussée des Templiers.

L'association versera chaque mois, à terme échu, à la Commune, la somme de 15 € pour charges locatives.

Après avoir lu une proposition de convention, Madame le Maire invite le Conseil municipal à se prononcer sur ces occupations de locaux et la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte, à l'unanimité, ces deux propositions ainsi que la convention.

## **DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

### **DÉNOMINATION DE PLACES ET DE RUES**

Madame le Maire rappelle l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales et propose de dénommer le carrefour central de Beaulieu, l'espace au nord de la Maison des Templiers, le rue du lotissement des Terrasses de Beaulieu et du Clos de l'Archet.

#### **Carrefour du Centre**

Plusieurs suggestions sont proposées : Carroir du Centre, Carroir des Templiers, Place du Savonnier, Carrefour des Templiers, Place du Centre.

Après un vote à main levée,

. Carroir du Centre	:	2 voix
. Carroir des Templiers	:	15 voix
. Carrefour des Templiers	:	2 voix

Le carrefour du centre est dénommé « Carroir des Templiers ».

#### **Espace au nord de la Maison des Templiers**

Deux propositions : Cour des Templiers et Placette des Templiers ;

Après vote à main levée, « Cour des Templiers » est retenue à l'unanimité.

#### **Lotissement des terrasses de Beaulieu**

Plusieurs suggestions sont proposées :

- impasse des Boubelins depuis le rue du Stade et à l'intérieur du lotissement.
- rue des Terrasses de Beaulieu depuis le rue du Stade et à l'intérieur du lotissement.
- ruelle des Boubelins, de la rue du Stade à l'entrée du lotissement et ensuite impasse des Terrasses de Beaulieu (à l'intérieur du lotissement).

Cette dernière proposition est adoptée avec 17 voix pour.

#### **Lotissement du Clos de l'Archet**

Deux propositions : rue du Chêne vert ou rue du Clos de l'Archet

Rue du Clos de l'Archet est acceptée à l'unanimité.

### **RÉFECTION DES COURS DE TENNIS**

Madame le Maire explique au Conseil municipal la vétusté des cours de tennis. Un cours doit être reconstruit et l'autre régénéré.

Quatre entreprises ont été contactées :

- ST GROUPE
- TENNIS D'AQUITAINE
- CARRÉ ESPACES VERTS
- TENNIS CHEM INDUSTRIES

Le choix définitif de l'entreprise n'a pas encore été défini.

## **DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

La Fédération Française de tennis, contactée par téléphone, se propose de nous aider pour le choix de l'entreprise et nous conseille de contacter les Conseils Régional et Général pour une demande de subvention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de poursuivre ce projet et de demander des subventions aux Conseils Régional et Général.

Le Conseil délègue Madame le Maire pour signer les documents nécessaires à la réalisation de ce projet.

### **CONTRAT EDUCATIF TERRITORIAL**

Madame le Maire explique au Conseil municipal qu'elle a assisté à une réunion organisée par la ville de Loches dans le cadre de la mise en place du contrat éducatif territorial concernant les animations proposées pour les jeunes de 11 à 18 ans sur le territoire de la Commune.

Un contrat éducatif territorial Jeunesse et Sports a été signé le 21 février 2007 entre la Communauté de communes Loches-Développement et la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports. Il divise la Communauté de communes Loches-Développement en deux territoires, nord et sud, avec deux pôles de coordination, le service jeunesse de la ville de Loches pour le sud et l'association Puzzle de Reignac-sur-Indre pour le nord.

M. DESCAMPS, Maire de Loches, propose une convention de mise à disposition d'un animateur dans le cadre du contrat éducatif entre la ville de Loches et les communes du territoire sud.

La Communauté de communes Loches-Développement et les communes participent à hauteur de 31 376 € par an pour le fonctionnement du territoire sud. La subvention de la Communauté de communes Loches-Développement représente 56 heures d'animation par an et par commune. Au-delà des 56 heures, les communes, si elles le désirent, pourront financer des heures supplémentaires à raison de 19,45 € l'heure.

D'autre part, ce contrat prévoit les engagements de chaque commune, sa durée (du 1<sup>er</sup> juin 2008 au 31 décembre 2009), l'évaluation et bilan de l'action et ses modifications éventuelles.

Pour la commune de Beaulieu-lès-Loches, 15 adolescents environ du 11 à 18 ans fréquentent le local jeunes à ce jour. Un potentiel de 108 jeunes a été répertorié.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de signer la convention de mise à disposition d'un animateur, délègue Madame le Maire pour ce faire, et de verser la somme de 3000 €, soit 152h pour 2008. Cette somme sera débitée à l'article 6573 subventions (imprévus).

### **MISE EN PLACE DE CRÉDITS**

Madame le Maire rappelle au conseil municipal que la Commune a reçu un legs au décès de Madame Christiane COMMUN évalué par le notaire à 45 000 €.

Afin de pouvoir régulariser administrativement, il est nécessaire de passer les écritures suivantes :

N° de compte	Libellé	invest.dépenses	invest. recettes
21318	autres bâtiments publics	45 000 €	
1025-1	Dons et legs		45 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal approuve cette décision.

## **DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

### **INFORMATIONS**

#### **Éclairage public**

Madame le Maire explique que l'entreprise VIGILEC travaille depuis plusieurs mois sur la commune pour exécuter des travaux commandés par l'ancien Conseil municipal : changement de tous les vieux lampadaires et des horloges.

Le changement des horloges classiques pour des horloges astronomiques a posé de gros problèmes au début de leur installation, mais il semblerait que la plupart de ces problèmes soient réglés.

#### **SPIE**

Madame le Maire explique au Conseil municipal qu'elle a rencontré une représentante du SPIE Ouest-Centre missionnée pour l'installation d'une antenne supplémentaire « ORANGE » dans l'agglomération lochoise.

En 2007, il avait été envisagé d'installer cette antenne dans le clocher de l'abbaye, mais le poids du système (600kg) aurait entraîné des modifications du plancher de la salle de l'horloge et les services de l'Architecture des Bâtiments de France n'y étaient pas favorables.

Deux antennes sont déjà installées : une sur le bâtiment de la Communauté de communes Loches-Développement, l'autre dans la cheminée de l'usine de Corbery, mais il faudrait une troisième antenne.

Plusieurs sites ont été proposés : route de Montrésor, près de la zone artisanale de Linière ; 72, rue Basse, près des bâtiments des services techniques ou sur le terrain près de la salle de danse.

L'antenne mesure à peu près 15m de hauteur, sa base occupe une surface de 16m<sup>2</sup>.

Madame le Maire conclue qu'il serait préférable de l'installer près des bâtiments des services techniques. Les membres du Conseil municipal n'y sont pas favorables.

La séance est close à 22h10.